

Mlle MacDonald: C'est pourquoi nous aurions dû commencer en 1973.

M. Evans: Nous avons effectivement lancé ces programmes en 1974 qui sont toujours appliqués et dont les répercussions se font sentir aujourd'hui. Ce sont de bons programmes qui seront améliorés. Si l'on juge que nous n'avons pris aucune mesure parce que les retombées de nos programmes ne se sont pas fait sentir du jour au lendemain, c'est absolument ridicule. Le fait est qu'il faut y mettre du temps et c'est ce qui se produit maintenant. Les prix peuvent et vont changer le comportement des consommateurs, mais cela ne se fait pas du jour au lendemain.

Avec le temps, les difficultés qu'éprouvent actuellement, par exemple, les sociétés Chrysler et Ford à vendre leurs automobiles relativement peu économiques s'estomperont. Les gens changent leurs habitudes de consommation. Mais il faut bien des années pour que l'on se rende compte qu'en fait, la crise de l'énergie est vraiment présente et que l'on doit non plus acheter de grosses voitures mais bien des petites. Malheureusement, l'industrie automobile de l'Amérique du Nord n'a pas capté les signaux lancés au début. Elle n'a pas changé de mode de production. Il en est donc résulté une augmentation massive des ventes de voitures japonaises, allemandes, françaises et autres voitures étrangères économiques au pays.

Si l'industrie automobile de l'Amérique du Nord doit continuer de prospérer, elle devra produire des voitures très économiques. En fait, c'est dans cette voie qu'elle se dirige et ce très rapidement. J'ai bien peur qu'elle n'ait attendu un peu trop longtemps avant de s'engager, mais c'est cette direction qu'elle suit. La preuve est là. Les Canadiens et les Américains se voyaient informés sur les prix et la situation de l'énergie tout au cours de la crise de l'OPEP et des augmentations successives des prix du pétrole. On se demandait: «Quelque chose est en train de se produire, est-ce bien vrai, cela va-t-il durer» et en six, sept ou huit ans, la transition s'est amorcée. Aujourd'hui, les choses bougent et l'industrie devra effectuer les ajustements dont nous parlons actuellement. Et on le constate aussi, l'industrie automobile procède actuellement à ces ajustements.

Cela prend du temps, mais le système des prix est efficace. Toutefois, je crois que ce n'est pas la meilleure façon de s'adapter à une situation, particulièrement au Canada qui est un pays relativement riche en énergie. C'est un peu faire preuve de masochisme social de prétendre que nous devons immédiatement nous aligner sur les prix mondiaux parce que c'est pour le bien-être de la population et que nous en ressortirons grandis si nous faisons esprit de pénitence. L'expression est très juste mais nous le faisons déjà et ils exagèrent.

Le prix augmentera parce qu'il faut l'augmenter. Toutefois, le Canada est privilégié car il peut transformer de façon sûre et ordonnée une société qui consomme beaucoup d'énergie en une société qui économise; pourquoi est-il absolument nécessaire, comme l'opposition voudrait nous le faire croire, d'en arriver immédiatement au prix mondial, ce qui causerait beaucoup de chambardements dont personne n'a besoin?

La politique énergétique proposée par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources cherche précisément à éviter le genre d'ajustement traumatisant que susciterait une politique énergétique comme celle que préconisent les membres de l'opposition. La raison pour laquelle ils forment l'opposition est qu'ils n'ont pas compris le simple fait qu'il n'est pas nécessaire

L'énergie

d'asséner aux gens des coups pour réussir à leur faire changer leurs habitudes. Cela peut se faire graduellement.

M. Lalonde: Écoutez ce qu'il dit.

M. Evans: Les recherches ont permis d'élaborer une politique—et il en existe une, les députés de l'opposition pourraient la lire et la comprendre mais je sais qu'il leur est difficile de le faire—et cette politique énergétique générale guide nos efforts. Dans les études sur le comportement que j'ai faites pour le compte du gouvernement libéral au cours des années précédentes, nous nous sommes posé des questions telles que les suivantes: «Pourquoi les consommateurs économisent-ils ou n'économisent-ils pas?» Il faut trouver des réponses à ce genre de questions. Nous nous sommes demandé: «Quelles mesures devrions-nous adopter pour inciter les consommateurs à changer leurs habitudes?» Voilà ce qui a donné naissance à des programmes tels que celui d'isolation thermique des maisons canadiennes. Mais d'abord, il nous fallait trouver des moyens pour inciter les gens à se comporter comme nous le voulions pour les années à venir.

● (2140)

Quel rôle l'information joue-t-elle dans notre société et comment le joue-t-elle? Nous travaillons en collaboration avec les États-Unis à un programme de recherche intitulé «Moniteurs d'utilisation d'énergie» qui permettra d'installer dans les maisons privées un indicateur qui dira aux gens combien d'énergie ils consomment quand ils utilisent la cuisinière et combien il en coûte lorsque la consommation augmente. Ils peuvent ainsi savoir combien ils dépensent d'énergie s'ils utilisent le four de telle ou telle manière ou s'ils augmentent le chauffage ou la climatisation dans leur maison. Ce genre de programme de recherche . . .

L'Orateur suppléant (M. Ethier): A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré. La parole est au député de Saskatoon-Ouest (M. Hnatyshyn).

L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest): Monsieur l'Orateur, je suis heureux de prendre part au débat. Je me sentais obligé de prendre la parole aujourd'hui au sujet de la résolution très importante présentée par le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald).

C'est aujourd'hui un jour mémorable pour certains d'entre nous. En effet, c'est en quelque sorte un anniversaire pour ceux d'entre nous qui ont été élus pour la première fois à la Chambre le 8 juillet 1974. Je constate que le secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations et ministre des Postes (M^{lle} Nicholson) est ici ce soir. Elle est de ceux qui ont été élus à la Chambre en même temps que moi et je voulais simplement profiter de cette occasion pour signaler à la Chambre le sixième anniversaire de l'arrivée ici d'un très bon groupe de députés.

Non seulement la résolution dont nous sommes saisis tombe à point mais elle souligne les conditions désespérées dans lesquelles nous nous trouvons actuellement au Canada du fait que le gouvernement ne s'est pas encore rendu compte de la nécessité d'élaborer une politique énergétique et d'effectuer un examen approfondi des problèmes auxquels font face le Canada et le monde entier.